



Projet labellisé par  
l'Union pour la Méditerranée (UpM)

# Gouvernance et Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée

Coordonnées:

GWP-Med: [secretariat@gwpmed.org](mailto:secretariat@gwpmed.org)  
OCDE: [water.governance@oecd.org](mailto:water.governance@oecd.org)  
UpM: [water@ufmsecretariat.org](mailto:water@ufmsecretariat.org)

Labellisé en 2012 par l'UpM, le projet vise à surmonter les défis principaux de la gouvernance pour financer le **Secteur de l'Eau en Méditerranée** et est un travail conjoint mené par le **Global Water Partnership-Mediterranean (GWP-Med)** et l'**Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)**.



## Objectif

Analyser les principaux obstacles de gouvernance pour la mobilisation des financements dans le secteur de l'eau et appuyer le développement de plans d'action consensuels basés sur les bonnes pratiques internationales.

## Contexte

En dépit de l'allocation de fonds publics et des flux d'aide extérieure importants, les pays de la région méditerranéenne connaissent des difficultés pour répondre aux besoins financiers que les stratégies et les plans relatifs à l'eau exigent. L'absence de cadres de gouvernance efficaces mine la qualité et à la durabilité du secteur de l'eau et de l'assainissement. Les mauvaises pratiques de gestion, une disponibilité limitée des fonds ainsi qu'un manque de capacité d'absorption aussi bien au niveau national que local, entravent la mobilisation efficace des ressources financières et managériales supplémentaires, particulièrement du secteur privé.

D'autre part, les mouvements de contestation récents en Méditerranée ont amplifié le besoin de réformes socio-politiques. Il existe clairement une forte demande pour un approvisionnement en eau plus efficace, une plus large participation des parties prenantes, des processus de planification et de mise en oeuvre plus décentralisés, ainsi que des processus de prise de décisions plus transparents et plus responsables.

## Mise en œuvre

Mis en oeuvre au cours de 4 années (2013 à 2017) par des travaux menés au niveau national ainsi que régional, le projet a été conçu autour de deux composantes distinctes mais étroitement liées:

### COMPOSANTE NATIONALE

#### Etudes par pays développées au travers de dialogues politiques nationaux

Objectif: Analyser les principaux défis de gouvernance pour la mobilisation des financements du secteur de l'eau en Méditerranée, y compris à travers la Participation du Secteur Privé (PSP), via des travaux techniques et approfondis ainsi que des consultations politiques multipartites. *Les consultations complètent l'analyse détaillée et ouvrent la voie à des recommandations et à un plan d'action pour des réformes fondées sur les bonnes pratiques internationales.*

### COMPOSANTE RÉGIONALE

#### Consultations pour partager des expériences de politiques et promouvoir les meilleurs pratiques

Objectif: Favoriser le partage d'expériences des pays du bassin méditerranéen et au-delà. *Le projet facilite l'interface entre les décideurs politiques et les acteurs du secteur privé quant aux réformes en matière de gouvernance visant à renforcer la durabilité financière dans le secteur d'eau.*

Les résultats du travail national alimentent le dialogue régional



Les conclusions et expériences du dialogue régional alimentent le travail national

## Méthodologie

Le projet s'appuie sur l'expérience établie de l'OCDE et sur le travail réalisé précédemment par le GWP-Med et l'OCDE en Egypte et au Liban. La méthodologie se fonde sur l'expérience de longue date des maîtres d'oeuvre du projet dans l'établissement de plateformes neutres pour la construction de consensus et le partage de bonnes pratiques au sein d'un large éventail de parties prenantes. Le processus comprend des dialogues politiques nationaux et régionaux fondés sur des faits prouvés, des missions d'enquête, des rapports analytiques, des entretiens bilatéraux et multilatéraux, des ainsi que des études de cas et des évaluations par les pairs. Le travail mobilise de nombreux réseaux, comités et partenariats, facilités par le GWP-Med et l'OCDE en capitalisant sur l'appropriation et l'appui du Secrétariat de l'UpM aux projets labellisés.

## Bénéficiaires

Le projet vise à construire un consensus et à renforcer des capacités en matière de partenariats public-privé (PPP) au sein des autorités responsables dans les pays méditerranéens et à favoriser la consultation avec les partenaires privés et les acteurs pertinents. De ce fait, le projet vise les:

- Différents niveaux d'administration et d'autorités publiques, en renforçant leur capacité à préparer, réguler et suivre des projets PPP
- Partenaires privés et opérateurs d'eau, en clarifiant leurs responsabilités respectives et en soutenant mieux la gestion des attentes
- Autres acteurs concernés y compris la Société Civile et les usagers de l'eau, pour mieux les aider à faire entendre leurs préférences et leurs préoccupations

## Calendrier



Le projet a été officiellement lancé au cours d'une conférence régionale, tenue les 28 et 29 mai 2013 à Barcelone, en Espagne, sous les auspices de l'Union pour la Méditerranée et il est mis en oeuvre au travers d'une interaction entre le travail technique au niveau national et des conférences régionales régulières.

## Appui au projet

De nombreux pays ont assuré leur soutien au projet. L'Albanie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie ont soumis des lettres officielles de soutien, signées par un Ministre ou un Secrétaire Général. Il est fort probable que d'autres pays seront ajoutés suivant leur demande officielle et la confirmation de ressources disponibles.

Des partenariats stratégiques avec l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (Sida), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le programme MedPartnership du FEM et PNUE / PAM et la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'UE (MED EUWI) ont joué un rôle clé dans le démarrage et la mise en oeuvre complète du projet.